

Unité départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse
14 rue Antoine DURENNE
Parc Bradfer
55000 BAR-LE-DUC

BAR-LE-DUC, le 12 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARCELORMITTAL WIRE FRANCE

RUE VICTOR BASCH
MARNAVAL
52115 ST DIZIER CEDEX
52100 Saint-Dizier

Références : JPM-219-2023

Code AIOT : 0006200736

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2023 dans l'établissement ARCELORMITTAL WIRE FRANCE implanté RUE VICTOR BASCH MARNAVAL 52115 ST DIZIER CEDEX 52100 Saint-Dizier. L'inspection a été annoncée le 08/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL WIRE FRANCE
- RUE VICTOR BASCH MARNAVAL 52115 ST DIZIER CEDEX 52100 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0006200736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Arcelormittal est autorisée par arrêté préfectoral modifié N°99-2398 du 04/10/1999 à exploiter une usine de travail et de traitement des métaux sur le territoire de la commune de ANCERVILLE (55170).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Protection contre la foudre

- Prévention des risques
- Maîtrise de l'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite de l'inspection, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19 alinéa 1, 2 et 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 alinéa 1, 2, 3, 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Conséquence de perte de confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 alinéa 2, 3, 4	/	Lettre de suite de l'inspection	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite de l'inspection

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 alinéa 1	/	Sans objet
4	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 23	/	Sans objet
7	Maitrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58 alinéa 2 et 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas l'intégralité des prescriptions relatives au risque "foudre", de la maîtrise des risques incendie et des atmosphères explosibles, de l'arrêté ministériel du 04/10/2010

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.
Constats : L'exploitant dispose bien d'une analyse du risque foudre, référencé B1752637/1201 rédigée le 10/10/2012 par la société DEKRA
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19 alinéa 1, 2 et 3
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique, notice de vérification et carnet de bord
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.
Constats : L'exploitant dispose bien d'une étude technique, référence B1752698/1201 rédigé le 23/10/2012 par la société DEKRA. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'inspection des installations classées la notice de vérification et de maintenance et le carnet de bord.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 alinéa 1, 2, 3, 4
Thème(s) : Risques accidentels, installation des protections
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de vérification initial, référence B47919031501R001 rédigé par la société DEKRA en date du 09/07/2015. L'exploitant précise qu'il ne possède pas de rapport de contrôle plus récent. La vérification visuelle obligatoire n'est pas réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations ne fait pas l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. La notice de vérification et de maintenance est inexistante.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, paratonnerres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les paratonnerres à source radioactive présents dans les installations sont déposés avant le 1er janvier 2012 et remis à la filière de traitement des déchets radioactifs
Constats : L'exploitant affirme qu'il n'y a pas de paratonnerre sur le site et qu'il n'est donc pas concerné par cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conséquence de perte de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. - Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Les rétentions vues sur le site le jour de l'inspection paraissent suffisamment dimensionnées, cependant quelques unes ne répondent pas aux critères de résistance et de compatibilité chimique imposé par l'Arrêté ministériel du 04/10/2010. Il a été rappelé à l'exploitant que les bacs de rétention doivent être adaptés aux produits chimiques qu'ils sont susceptibles de réceptionner, c'est à dire que les produits corrosifs, par exemple, ne doivent pas être déposés sur des bacs de rétention dont la matière pourrait être attaquée par le produit en question. Il a également été rappelé à l'exploitant que sur un même bac de rétention il ne peut pas être stocké de produits chimiquement incompatibles, par exemple pas de base et d'acide sur la même rétention. A ce titre, il a été demandé à l'exploitant de procéder à l'affichage de cette consigne à proximité des bac de rétention et de vérifier que les pictogrammes de danger conformes à la réglementation CLP (Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges) soient bien présent sur les emballages.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 alinéa 2, 3, 4
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des matières stockées.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant détient une liste des produits mais précise qu'il ne détient pas les quantités pour tous les produits (par exemple pour la maintenance). L'exploitant dispose de la FDS à jour et en Français, des produits chimiques utilisé sur le site et précise qu'avant toutes commandes de produits chimiques, la FDS est transmise en avance de phase chez le médecin du travail pour validation et signature. Ces documents sont facilement accessibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite de l'inspection
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58 alinéa 2 et 3
Thème(s) : Risques accidentels, formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p> <p>Constats : L'exploitant précise que les nouveaux arrivants sont accueillis par le responsable HSE du site dans le but de les informer des risques et des consignes de sécurité applicables au sein de l'entreprise. L'exploitant dispose d'une liste complète du personnel et de ses habilitations / formations ou figure leurs dates de validé ou de recyclage. Tout le personnel est formé à la mise en œuvre des extincteurs. L'exploitant rédige en commun avec les entreprises extérieures les plans de préventions et les protocoles de sécurité qui contiennent tous les éléments et consignes relatives aux risques et à la sécurité du site. L'exploitant précise qu'il va mettre en place un livret d'accueil qui contiendra entre autre les règles de bonne conduite et de sécurité applicables sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet